



Montreuil, le 16 juin 2020

Monsieur Luc LALLEMAND

Président Directeur Général de SNCF Réseau
15/17 rue Jean-Philippe Rameau
93210 Saint-Denis

Monsieur le Président,

Par la présente, la Fédération CGT des Cheminots tient à vous interpeller sur la situation alarmante de la sécurité dans notre entreprise. Comme vous le savez, pour la CGT, la sécurité du personnel et la sécurité ferroviaire constituent des valeurs fondamentales des métiers cheminots.

Malgré nos nombreuses alertes, les cheminots continuent de subir la politique du moindre coût de la direction de l'entreprise SNCF avec une amplification des suppressions d'emplois et le recours exponentiel à la sous-traitance. Malheureusement, cela conduit à une forte dégradation de leurs conditions de travail et à des incidents et accidents dont le niveau de gravité ne cesse d'augmenter.

Pour preuve, dans la période récente, nous déplorons :

- Un accident du travail mortel le 18 mars suite à heurt de 3 agents par un TER en gare de Hausbergen sur l'Infrapôle Rhénan ;
- Le 7 mai à Siorac, un agent saute à la dernière seconde et évite le heurt d'une circulation ;
- Le 19 mai sur la région de Bordeaux, un agent a été électrisé lors d'une opération de maintenance caténaire ;
- Le 25 mai sur la LGV SE, un agent recevait un choc électrique ;
- Le 26 mai sur Paris Rive Gauche, c'est une coulée de béton dans une aiguille qui aurait pu avoir de graves conséquences pour les circulations ;
- Le 27 mai sur la région Pays de la Loire, déraillement d'une dégarnisseuse ;
- Dans la nuit du 3 au 4 juin, 3 agents caténaires ont été électrisés entre Brétigny et Étampes ;
- Le 3 juin en Lorraine, un agent de la société Sféris a été électrisé suite à un arc électrique émanant de la caténaire sur une nacelle ;
- Le 4 juin à Paris Rive Gauche, déraillement d'un train tombereau ;
- Le 4 juin encore, c'est un défaut de mesure S11 sur Paris Nord ;
- Le 4/5 juin, un accident évité de justesse suite à un raté d'annonce sur un chantier de la LGV Nord où un train est passé à 170 km/h sur le chantier ;
- Le 8 juin sur Bordeaux, un agent voie a eu une fracture du crâne suite à heurt d'un levier d'aiguille ;
- Ce même jour, un agent de l'Infralog National qui travaillait seul en gare de Bruyères, lors d'une opération de remaniement d'un chargement de traverses bois positionnées sur un wagon plat, a été victime d'un accident très grave suite à la chute de traverses.

Ces catastrophes humaines dans l'exercice professionnel, se rajoutent à une liste déjà longue de collègues décédés et de blessés graves qui garderont, malheureusement, des séquelles à vie.

La CGT n'a de cesse d'intervenir sur ce sujet de la sécurité tant au niveau national que local, mais la très grande majorité de nos alertes/propositions sont ignorées car la logique financière apparaît prépondérante même sur des questions de sécurité.



Depuis de trop nombreuses années, les seules réactions de la direction ont été de lancer des grandes campagnes de communication pour tenter d'accréditer une prise en compte des sujets sécurité. En interne, la mise en place « des règles qui sauvent » s'apparente plus à un dédouanement des responsabilités de la direction et à un report de celles-ci sur les cheminots.

Pour la Fédération CGT des Cheminots, de nombreux éléments et décisions sont la source de cette situation dégradée :

- des organisations de travail inadaptées créant une tension permanente au sein des équipes ;
- une situation de l'emploi catastrophique avec un sous-effectif récurrent, des cadres d'organisation pas respectés et des embauches gérées au compte-gouttes sans vision à long terme ;
- le recours accru à la sous-traitance avec la multiplication des intervenants, nuit gravement à la sécurité ferroviaire ;
- une dégradation des conditions de travail et une augmentation du travail de nuit, qui, pour les médecins, est une véritable bombe à retardement sanitaire ;
- des règlements qui sont sans cesse contournés ;
- des référentiels de maintenance non respectés ;
- des objectifs fixés aux opérateurs et encadrants inatteignables, inapplicables et dangereux ;
- des contrôles de niveau 1 de complaisance, réalisés au bureau par une ligne hiérarchique contrainte de fermer les yeux sur les risques encourus pour respecter l'injonction de rentabilité ;
- des lots de maintenance critiques et non-critiques qui ne sont pas réalisés dans les temps réglementaires ;
- des travaux sous-traités qui, pour beaucoup, nécessitent une intervention ultérieure des cheminots pour mise aux normes, désorganisant ainsi la production ;
- Nombre insuffisant de « briefings » sécurité ;
- Des inspections communes préalables et analyses de risques qui ne sont pas réalisées ;
- Des entreprises extérieures qui interviennent sans connaissance totale des mesures de sécurité ;
- Des formations a minima qui peuvent conduire à une application des procédures sans compréhension de leur finalité, donc des risques encourus ;
- Un encadrement de proximité soumis à des contraintes de sous dimensionnement, de formation et de mise en responsabilité trop rapides.

De plus, nous constatons depuis le déconfinement, une pression managériale accrue vis-à-vis des cheminots pour rattraper les retards pris suite à la crise sanitaire accentuant ainsi les risques d'accidents et d'incidents.

Cette situation impose des changements profonds et importants dans le cadre de la politique de SNCF Réseau pour revenir à une sécurité optimale.

Comme vous le constatez, il y a urgence à ce que la direction, mais aussi le Gouvernement, prennent en compte les trop nombreuses alertes sécurité !



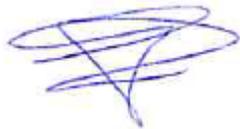
Pour la CGT, des réponses claires doivent être apportées sur l'ensemble de ces sujets et cela passe par :

- Un plan de recrutement ambitieux à l'Équipement ;
- Un moratoire sur l'ensemble des réorganisations ;
- La ré-internalisation des charges de travail avec en priorité l'ensemble des missions de sécurité ;
- Un niveau de formation élevé en adéquation avec les besoins pour une parfaite connaissance des règles de maintenance, tant au niveau de la production que de la mise en œuvre de celles-ci ;
- Le retour aux « blanc-travaux » pour permettre une bonne politique d'entretien du réseau ;
- Des moyens matériels supplémentaires pour les cheminots afin qu'ils puissent assurer correctement leurs missions ;
- Une véritable politique de sécurité et de prévention des risques qui soit d'application générale

Dans l'attente de votre réponse à ce courrier que nous souhaitons dans les meilleurs délais au vu de l'urgence de la situation, veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération distinguée.

P/ La Fédération CGT des Cheminots

Cyril CAPDEVIELLE
Secrétaire Fédéral



Fabrice DESPLANCHES
Secrétaire du CTN Équipement

